
L'inquiétante détérioration de la situation économique en Algérie

Hélène Bravin

Algérie, bonne élève du FMI? Pas vraiment, au vu notamment de deux rapports, l'un émanant du gouvernement algérien datant de novembre 1996 et l'autre du FMI, où l'on peut apprendre que les deniers largement octroyés par le FMI, n'ont servi ni aux investissements des entreprises, ni aux chômeurs, ni à la construction de logements comme cela était prévu mais uniquement au renflouement des caisses de l'Etat, extrêmement déficitaires, et à l'importation en masse de biens de consommation. Par ailleurs ces rapports montrent que la dette extérieure de l'Algérie a encore augmenté afin de couvrir... les intérêts de la nouvelle dette due au rééchelonnement! Ce qui conduit à une situation extrêmement difficile pour la grande majorité des Algériens qui ne sont pas insérés dans des circuits privilégiés.

Sentant des abus dans l'utilisation de ses fonds, le FMI a réagi notamment en insistant sur l'urgence des réformes à mettre en place, demandées depuis trois ans. En revanche, il a fait l'impasse sur la dégradation de la situation sociale de la population dont une large partie est déjà en voie de paupérisation.

1992: année de tous les espoirs, Mohamed Boudiaf vient d'accéder au pouvoir et la population compte beaucoup sur lui pour redresser une économie qui a touché le fond et a déjà produit tant de miséreux. Près de quatre millions d'Algériens vivent en dessous du seuil de pauvreté et bénéficient du mince filet social (de l'ordre de quelques centaines de dinars) mis en place à l'époque tandis que plus de 14 millions de personnes (sur une population de 25 millions), appartenant principalement à la classe moyenne, ont demandé à bénéficier de cette

Printemps 1997

aide.

1996: quatre ans après, la situation algérienne est désastreuse: la violence quotidienne est indescriptible, Mohamed Boudiaf a été lâchement assassiné, le chômage est en forte progression (30%)¹ et touche surtout les jeunes (60% d'entre eux), tandis que la construction de logement — question urgente et cruciale —, est au point mort.

Si aucune estimation de ces nouveaux pauvres n'a été faite par le FMI ou le gouvernement algérien, certains chiffres de ces rapports permettent de saisir la façon dont ce problème est traité: 400 000 chefs de familles seulement touchent aujourd'hui les 1400 dinars (soit 120 francs français) d'aide de l'Etat dont une partie au titre de l'allocation forfaitaire de solidarité et le reste au titre des indemnités pour activités d'intérêt général. Soit un montant total de près de 560 millions de dinars; c'est-à-dire une pastille de sucre édulcoré dans une grande tasse de thé! Quant aux autres, Allah est toujours là pour s'en soucier... "*La classe moyenne se paupérise, bientôt il n'y aura plus que des très pauvres et des très riches. Je n'ai jamais connu une telle situation en Algérie où désormais on rencontre de plus en plus de mendiants*", constate un journaliste algérien qui a longuement enquêté sur ce processus. Des mendiants qui sont surtout des mendiants car il s'agit avant tout de femmes seules, sans famille, avec souvent des enfants à charge. La force des traditions est encore fortement présente: même dans la misère la plus totale... "*un homme ne mendie pas, il vole ou va dans sa famille*", explique encore Mohamed alors qu'en revanche une femme peut le faire quand, le mari parti, elle est chassée par une famille qui ne souhaite pas ou ne peut pas la prendre en charge.

Aussi, quand ces femmes ne sont pas assises sur le bitume, elles l'arpentent en compagnie de plus jeunes; ce phénomène qui s'est amplifié ces dernières années en Algérie apparaît bien comme le révélateur d'une crise très grave, comme si la société entraînait dans une période d'irréversible déclin. Chassées avec les "anciennes" de villes comme Blida où la violence est quotidienne, on peut facilement les repérer avec leur maquillage surchargé et les voir se prostituer dans les rues de villes ou de quartiers que les islamistes n'ont pas encore investies. La drogue aussi, est devenu un phénomène très préoccupant; l'héroïne surtout qui semble avoir fait son apparition dans les lycées et y remplacer les drogues douces.

La disparition, pour de multiples raisons, des associations caritatives organisées par la classe moyenne, par la petite bourgeoisie ou par le FIS, n'est pas pour rien dans cette dégénérescence. Alors que les premières sont inexistantes, celles du FIS devenues clandestines, ne s'occupent dorénavant que des islamistes. Fini donc le porte à porte, les visites dans les hôpitaux ou chez la grand-mère qui a besoin en urgence d'un médicament introuvable sur le marché. Les associations du Hamas, un parti islamiste proche du pouvoir, tentent bien de les remplacer, mais elles sont complètement dépassées par la situation. D'autant plus que les mosquées qui, à une époque, servaient de relais au FIS sont désormais fermées après la prière, laissant les sans logis sans aucun abri où se réfugier pour dormir le soir, même durant l'hiver. En revanche, le bacille de Koch sait, lui, où se loger, allant de pair avec la misère, il se propage

actuellement à grande vitesse en Algérie. Terrible retour de choses quand on sait que ce pays a servi de modèle à l'OMS dans les années 70 pour son programme anti-tuberculose. *“Les conditions d'hygiène, de nutrition et d'hébergement se sont tellement dégradées que l'on a l'impression de repartir à zéro avec ces maladies”* raconte Dahsia, chirurgienne, exilée à Paris. Seulement 132 000² appartements sociaux auraient pu être livrés en 1996 (82 000 en 1994). Selon le FMI, sans réformes, il se pourrait même que leur construction s'arrête complètement. *“Le maintien du rythme de ces constructions... n'est pas possible sans des financements adéquats, sans d'importantes réformes visant une profonde restructuration des mécanismes d'intervention publique concernant l'aide au logement et sans la privatisation de la gestion du parc de logements à caractère locatif qui doit intervenir d'ici fin mars 1997”* rappelle le FMI dans son rapport. En d'autres termes, le gouvernement algérien devra permettre la création d'agences immobilières privées, dissoudre ou restructurer les offices déficitaires et augmenter les loyers de 20% en 1997, ce qui paraît impossible compte tenu de l'état de la situation financière la classe moyenne. En outre, des économies sont à nouveau demandées pour atteindre les objectifs fixés. Ainsi, précise le FMI, *“5 0 000 logements pourront être construits dans l'avenir”*, si le gouvernement réussit à faire des *“économies budgétaires supplémentaires sur d'autres postes”*.

Comment de tels déséquilibres sont-ils possibles alors que l'Algérie a reçu plus de 14 milliards de dollars du FMI de 1994 à 1996, et qu'en 1998 ce soutien devrait s'élever à plus de 20 milliards de dollars. En fait le gouvernement ne s'est pratiquement pas engagé dans des réformes fondamentales pour la relance de son économie tandis que celles qui ont été amorcées ont eu des effets pervers ou catastrophiques.

Ainsi avec l'ajustement des prix demandé par le FMI et donc leur libéralisation (avec la suppression des subventions aux produits qu'elle entraîne), la vie est devenue inabordable pour la grande majorité des salariés, dont le salaire moyen se situe entre 8000 et 10 000 dinars. Des produits de consommation ont ainsi augmenté de 100% à 200 % et certains beaucoup plus comme le lait dont le prix a été multiplié par dix. Dans la foulée, devraient suivre les produits énergétiques, les services et les transports qui d'ici fin 1997, selon le rapport du FMI, ne devraient plus être subventionnés. Parallèlement, comme les salaires n'ont pas augmenté sauf dans la fonction publique (+10%)³, le pouvoir d'achat a fortement baissé. Quant à la consommation, elle n'a guère connu d'amélioration depuis une dizaine d'années malgré une reprise des importations des biens de consommation à partir du deuxième trimestre de 1994⁴. Avec de telles distorsions, on imagine sans mal à quel point les soirées du dernier ramadhan ont été réduites au strict minimum. Le traditionnel repas avec le couscous est estimé à environ 1000 dinars pour cinq personnes, soit 56 dinars pour 2 kg de semoule (28 dinars le kg et 2800 dinars les 25 kg), 70 dinars pour 1 kg de lentille, 250 dinars pour un litre d'huile et environ 400 à 600 dinars pour la viande; un cadre moyen ne peut donc s'offrir ce repas que pendant huit jours!

Par ailleurs, ni les privatisations ni la dissolution des entreprises publiques déficitaires (sur 450 entreprises publiques — employant au total près 1,7 millions de personnes — 400 sont déficitaires), prévues par le FMI n'ont été décidées. Au cours de l'année 1994/1995, 150 entreprises publiques ont bien été dissoutes mais il s'agissait d'entreprises locales. Cela a surtout permis à certains de faire quelques affaires douteuses, grâce notamment à la vente du matériel d'entreprise effectuée sans appels d'offres préalables. Autre point noir: sur les 80 entreprises à vendre, aucune ne l'a été. Qui s'aventurerait, en effet, à acheter une entreprise en Algérie dans un tel climat de violence? Il en va de même pour les restructurations: seules 9 entreprises sont passées "à l'autonomie" sur les 23 prévues. Ce qui laisse supposer que les 700 milliards de dinars (soit 40 milliards de dollars) octroyés à cet effet, ont été très peu investis. En revanche, ces entreprises ont beaucoup licencié, parfois même en masse (40 000 à 200 000 emplois ont été supprimés à la suite de la dissolution des 150 entreprises) et créé peu d'emplois: seulement 112 000 en 1994. Un rythme insuffisant face au taux de chômage réel (30%) et aux 50 000 licenciements annoncés pour 1997 par le gouvernement.

Au regard de ces chiffres, une question s'impose: où va l'argent du FMI? Certainement pas dans les secteurs de l'éducation ou de la santé puisque rien n'y a été fait depuis longtemps. En fait, cet argent a permis au gouvernement d'assurer à peu près les salaires de ses fonctionnaires et de réduire son déficit public⁵ au risque d'être entraîné dans une dangereuse spirale. En effet, si le désendettement de l'Etat a permis, à nouveau, l'accès aux crédits bancaires, les capacités des entreprises sont sous-utilisées et le recours aux importations s'est fait systématiquement d'une façon massive; à tel point d'ailleurs, que la Banque d'Algérie a décidé d'imposer, pour l'année 1997/1998, un plafond global sur le crédit bancaire aux organismes d'importation de produits alimentaires. Et comme de toutes façons, le gouvernement préfère apparemment utiliser les deniers du FMI à fonds perdus plutôt que de les investir, ce désendettement ne peut de toute évidence qu'être temporaire.

Cet argent a permis d'assurer le service de la dette extérieure, toujours en nette progression (36 milliards de dollars en 1996; 32 milliards en 1995), de faire face à la guerre civile puisque le secteur de la sécurité a connu une augmentation de 150% en 1995 et surtout, grâce à la libéralisation du commerce extérieur, d'importer massivement des biens de consommation (10 milliards de dollars en 1995 et 1996).

La carence de certains produits sur le marché (électro-ménager, produits de base: sucre, semoule, farine, légumes secs...) et surtout l'absence d'imposition dans le secteur commercial, fait qu'aujourd'hui en Algérie, tout le monde ou presque, peut faire du commerce. Une multitude de petites épiceries ainsi que des sociétés spécialisées dans l'import-export se sont ainsi créées. Même la fameuse eau minérale "Saïda", très appréciée en Algérie, n'a pu échapper au système puisqu'elle est désormais concurrencée par "Vittel" ou "Evian". Ce secteur commercial — développé à partir de rien mais menant à tout — qui est devenu la panacée de l'économie algérienne s'avère dangereux car ces "commerçants" spéculent aussi sur des produits inutiles et très chers qui

trouvent preneurs chez les Algériens privilégiés. Ainsi paradoxalement, il est plus facile de trouver des produits amaigrissants, du dentifrice ou de la vitamine C, que des médicaments ou du fil de chirurgie pourtant particulièrement précieux par les temps qui courent. En l'absence de vraies réformes, ce type d'économie risque de prendre une ampleur considérable dans la société algérienne. Par ailleurs, la situation économique risque encore de s'aggraver s'il se confirme que les recettes sur les hydrocarbures — la principale ressource du pays — se réduisent en 1997 et en 1998. Le gouvernement algérien, apparemment incapable de mener les réformes nécessaires pour stimuler l'investissement et la croissance risque ainsi d'être contraint de demander un troisième rééchelonnement avec toutes les conséquences dramatiques qui en découleraient.

Hélène Bravin est journaliste.

Notes:

Printemps 1997

¹Le rapport algérien estime le nombre de chômeurs à 1 762 000 soit 25% de la population (contre 24,36% en 1994). Et mentionne, en sous-estimant encore les chiffres, que le "nombre de chômeurs s'est alourdi de plus de 100 000 personnes en 1995 aussi bien à cause des déperditions d'emplois que du taux de croissance de la population active qui est important". Le rapport reconnaît cependant que c'est aussi parce seulement 130 000 emplois (chiffre légèrement gonflé) ont été créés, ce qui reste "insuffisant face à une demande additionnelle de 266 000 personnes en 1995".

² Les ressources actuellement disponibles pour le logement en 96/97, indique le FMI, sont de 31,5 milliards de dinars (dont 5 milliards de recettes budgétaires additionnelles incluses dans le budget 1996 au titre de la fiscalité sur les produits pétroliers).

³ Cependant étant donné que le gouvernement a accumulé certains arriérés de salaires, notamment ceux du bâtiment (130 000 personnes sont concernées) pour pouvoir les payer, une loi de finances prévoyant une ponction supplémentaire (2 mois de salaire) sur le revenu de 1996 des employés de la fonction publique a été votée.

⁴ Environ 10 milliards de dollars US (chiffre FMI) en 1995/96 contre 8 milliards en 93.

⁵ Chiffre officiel algérien du déficit public 1995: -1,4% du PIB contre -4,4% en 1994; FMI que 2,8% du PIB. Baisse du déficit que temporaire car l'Algérie a dû utiliser le rééchelonnement et donc à nouveau augmenter sa dette extérieure (1996: 36 milliards; 1995: 32 milliards de dollars, chiffre officiel, fin 1994: 29,4 milliards,) pour couvrir les intérêts de la nouvelle dette. On s'attend donc à une augmentation du déficit dès la fin du rééchelonnement. Par ailleurs, le ministre algérien des Finances a annoncé récemment un excédent budgétaire de 150 millions de dollars pour 1996; mais cet excédent, provient comme le soulignent les rapports du FMI et du gouvernement algérien, des plus values obtenues de la hausse du prix du pétrole et d'une bonne pluviométrie en 1995 mais non aux performances de son industrie. En définitive "la reprise de la croissance enregistrée en 1995 n'est pas le résultat d'une amélioration des performances du système productif national. Elle n'a pas non plus débouché sur une amélioration de l'emploi ou sur une meilleure redistribution du revenu national, malgré la tendance à l'arrêt de la dégradation constatée par ailleurs. L'analyse de la structure des importations montre que l'économie nationale reste soumise

aux mêmes contraintes structurelles et que les réformes structurelles indispensables à l'atténuation de ces contraintes n'ont pas encore réellement été engagées", reconnaît le pouvoir dans son rapport.